La fabrique d'un patrimoine scolaire : la valorisation des œuvres du 1 % dans les lycées de Bourgogne

A school heritage in the making: enhancing the awareness of the 1% for Art's artworks in the high schools of the Burgundy region

Guillaume Capou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/33133>

DOI : 10.4000/insitu.33133

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Guillaume Capou, « La fabrique d'un patrimoine scolaire : la valorisation des œuvres du 1 % dans les lycées de Bourgogne », *In Situ* [En ligne], 45 | 2021, mis en ligne le 20 juillet 2021, consulté le 14 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/33133> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.33133>

Ce document a été généré automatiquement le 14 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

La fabrique d'un patrimoine scolaire : la valorisation des œuvres du 1 % dans les lycées de Bourgogne

A school heritage in the making: enhancing the awareness of the 1% for Art's artworks in the high schools of the Burgundy region

Guillaume Capou

- 1 L'éducation au patrimoine peut prendre des formes multiples par ses finalités et ses rapports aux savoirs disciplinaires. Angela Barthes en distingue trois types : le premier, « sur le patrimoine », le second, « par le patrimoine » et le dernier, « pour le patrimoine », bien que les trois, dissociables par leurs finalités, ne le soient pas si clairement dans la *praxis* scolaire. La valorisation des œuvres du 1 % est au cœur d'un glissement actuel du premier au troisième type d'éducation au patrimoine. Si le premier est une approche assez traditionnelle de l'œuvre du 1 % comme une œuvre d'art étudiée dans un cadre scolaire, le troisième a pour « objectif de susciter une communauté de valeurs, [...] inscrite dans un cadre plus vaste d'éducation au territoire. Les objectifs pédagogiques ne sont pas toujours explicites, mais les objectifs identitaires et participatifs autour d'une valorisation des territoires sont parfaitement énoncés¹ ».
- 2 Dans les enjeux identitaires de la construction d'une culture ou d'une identité d'établissement, l'éducation « pour le patrimoine » par les œuvres du 1 % apparaît alors comme une approche signifiante parce qu'elle donne à voir et à lire le lieu même d'exercice de l'acte éducatif. Elle ancre l'éducation artistique et culturelle (EAC) dans un territoire-lieu, un établissement scolaire dont l'identité est une construction complexe². Où l'établissement, défini comme une catégorie administrative, cherche à devenir une réalité sociologique, un collectif appelé « communauté éducative ».
- 3 La particularité des actions EAC menées dans ce cadre est à la fois géographique, l'œuvre est *in situ* dans le lieu d'éducation des élèves, mais aussi pédagogique, en ce que l'étude de ces œuvres relève de différents champs disciplinaires (arts plastiques, histoire...). Étudier une œuvre du 1 % conduit donc à une approche artistique singulière

et complexe d'appropriation d'un patrimoine de proximité. Ainsi, étudier les rapports entretenus par cette « communauté éducative » avec les œuvres du 1 % permet de voir tout à la fois le développement de l'EAC dans l'établissement et le niveau de prise de conscience de l'existence même d'une communauté éducative intégrée dans un territoire.

- 4 Valoriser une œuvre du 1 % auprès des élèves, c'est donc davantage qu'une démarche éducative sur l'intérêt de l'œuvre *in se*. Il s'agit alors, par l'étude de ces processus de valorisation des œuvres, d'aborder des actes éducatifs où l'*in situ*, plus que simple lieu d'étude, peut être consciemment perçu comme lieu d'être au monde des élèves et d'une communauté éducative ; disons, au risque de forcer le trait, que l'enjeu pédagogique serait que le lieu dépasse l'œuvre.
- 5 Précisons que la valorisation par une appropriation de ces œuvres s'inscrit dans ce champ éducatif si particulier qu'est l'EAC. Cette appropriation passe ainsi par le triple processus d'une connaissance de l'œuvre, d'une rencontre d'acteurs et d'une pratique restituée par une production artistique ou culturelle. Dans ces trois piliers qui forment toute action désignée pédagogiquement par le terme d'EAC, la valorisation apparaît comme un fil directeur : valorisation de l'œuvre, valorisation de la situation de l'œuvre dans l'établissement, valorisation du travail restitué par les élèves – et néanmoins bien souvent difficilement évalué³ – la valorisation du 1 % mêlant alors des éléments formels (l'œuvre, sa situation) et des éléments informels (la culture partagée par les élèves, l'identité de l'établissement).
- 6 C'est dans ce champ d'étude, d'un passage d'une éducation « sur » à une éducation « pour » le 1 %, que cet article se propose d'étudier les enjeux de la valorisation des œuvres du 1 % présentes, géographiquement dans les lycées de Bourgogne, ou administrativement dans l'académie de Dijon. En somme, comment cet ensemble de commandes devient-il un patrimoine valorisé ? Par quels acteurs et dans quels cadres ? Et enfin, peut-on considérer les œuvres du 1 % comme des éléments porteurs de sens dans une identité d'établissement ?

Le patrimoine des lycées bourguignons

La connaissance plurielle des commandes

- 7 Le premier jalon du processus de valorisation des œuvres du 1 % dans les lycées de Bourgogne a été posé par la région Bourgogne. Compte tenu de l'historicité des données précédant le rapprochement des régions, la dénomination Bourgogne-Franche Comté (BCF) ne sera pas retenue. L'inventaire dont il est question ici se limite aux établissements de l'académie de Dijon, territoire se superposant aux quatre départements de la région Bourgogne : Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne. Cette première étape de valorisation patrimoniale a donné lieu à un site⁴ recensant les œuvres présentes parmi les 80 lycées dont la Région a la charge depuis les lois de décentralisation – qui font de la région l'actuelle propriétaire des œuvres, dans le respect des droits liés à la propriété intellectuelle de l'artiste pour la restauration, représentation, reproduction, et le déplacement de l'œuvre.
- 8 La célébration des soixante ans de la loi de 1951 relative à l'acquisition des œuvres dite du 1 % a donné lieu à une prise de conscience de la part du ministère de l'Éducation nationale de la présence de ces œuvres. Celle-ci se traduit par une série d'inventaires

initiée par une proposition rectorale de récolement d'œuvres datée du 24 novembre 2011. Elle marque le coup d'envoi de campagnes d'inventaire réalisées par le service de la délégation académique à l'action culturelle en 2013, 2014 et 2015 auprès de différents acteurs de l'Éducation nationale (chefs d'établissement, corps d'inspection, enseignants d'arts plastiques...). Singulièrement dans le paysage académique national, le rectorat de Dijon a porté une attention constante à la question du 1 %. Les données des inventaires recueillies auprès de la direction générale de la Création artistique (DGCA) et de la région ont aussi été croisées avec celles des inventaires départementaux (achevé dans la Nièvre et en cours en Saône-et-Loire) et des recherches locales (association Maxime Descombin) pour évaluer l'ensemble du patrimoine du 1 % dans l'ensemble des établissements scolaires du second degré (collèges et lycées).

- 9 À l'été 2020, la DAAC⁵ de Dijon a pu ainsi tirer un premier bilan conséquent de ces inventaires. Sur les 296 établissements étudiés, 301 « situations » d'une présence d'œuvre du 1 % ont été explorées⁶ dont 106 concernaient les lycées de Bourgogne. *In fine*, les commandes publiques dans les lycées généraux, technologiques et professionnels forment un ensemble de 89 œuvres, auxquelles s'ajoutent 5 œuvres conservées dans les lycées agricoles.

La place des lycées dans le fonds des établissements : un patrimoine important et polarisé

- 10 Sur l'ensemble des établissements scolaires de Bourgogne, 94 œuvres sont présentes dans les 60 lycées publics et 15 lycées agricoles que compte l'académie de Dijon⁷. Dans l'inventaire général mené par la DAAC, les lycées représentaient seulement 35 % des œuvres potentiellement existantes. Mais les œuvres effectivement présentes dans les lycées représentent en fin d'inventaire 47 % du patrimoine du 1 %⁸. Rapportée au nombre d'établissements scolaires, la dotation moyenne est de 1,15 œuvre par lycée contre 0,54 par collège. Les lycées bourguignons sont donc bien plus dotés en œuvres du 1 % que les collèges⁹, mais avec des variations locales [fig. 1].

Figure 1

	Côte-d'Or	Yonne	Saône-et-Loire	Nièvre	Σ
Collèges	32	26	20	22	100
Lycées	26	12	32	19	89
Σ départementaux					
Nombre d'œuvres	58	38	52	41	189
Part dans l'ensemble académique	30,68 %	20,22 %	27,5 %	21,6 %	100 %
Lycées (proportion)					
Dans le département	44,8 %	31,6 %	61,5 %	46,3 %	-
Dans l'académie	13,7 %	6,4 %	16,9 %	10 %	47 %

Répartition des œuvres dans les lycées selon les départements des établissements publics locaux d'enseignement (EPL).

© DAAC Dijon.

- 11 La forte proportion d'œuvres dans les lycées peut s'expliquer par au moins trois hypothèses, dont la première serait la qualité de l'inventaire réalisé par le conseil régional. D'autre part, les lycées ont sans doute eu une meilleure dotation soit originelle, soit par l'achat d'œuvre à l'occasion d'extension des bâtiments¹⁰. Enfin, une volonté politique forte peut expliquer la dotation. Le lycée François-Mitterrand de Château-Chinon (Nièvre), a ainsi fait l'acquisition d'au moins cinq œuvres, si ce n'est sept, lors de sa construction en 1985 ; deux sculptures, une peinture et un décor mural réalisés respectivement par Dominique Babinet, Braun Rudiger, John Levee (1924-2017) et Pierre Célice (1932-2019). Sans pouvoir évaluer le montant total des commandes, leur répartition entre plusieurs artistes permet cependant de souligner une politique de soutien à la création singulièrement plus active pour cet établissement ; sans doute en raison d'un soutien particulièrement actif du maire (1959-1981) de la ville, François Mitterrand (1916-1996) qui fut également député (1946-1958 et 1962-1981), sénateur (1958-1962) et président du Conseil général de la Nièvre (1964-1981) avant d'accéder à la présidence de la République (1981-1995).
- 12 Géographiquement, on peut donc noter à l'échelle académique qu'environ une œuvre sur trois est présente dans un lycée de Saône-et-Loire et de Côte-d'Or, et qu'il y a une concentration des œuvres dans un petit nombre de lycées. Quand 26 lycées en sont dépourvus, et que la majorité ne possède qu'une œuvre (56 %), environ un quart en possède deux (26 %) et 13 % des lycées en possèdent trois, 5,6 % seulement (soit trois établissements) en possèdent au moins quatre. Pour autant, les actions de valorisation ne sont pas menées nécessairement dans les établissements les mieux dotés.

Quels éléments valoriser dans le fonds des lycées ?

- 13 Formellement, environ 65 % des œuvres du 1 % sont des sculptures (73 dont 12 bas-reliefs) en pierre ou métal, plus rarement en bois ; les autres sont essentiellement des peintures. La tapisserie reste minoritaire (trois œuvres) tout comme le vitrail (une œuvre) ; les œuvres photographiques sont présentes uniquement dans des collèges.
- 14 Sans développer une étude prosopographique, on remarque que les œuvres du 1 % artistique en Bourgogne sont dues à des artistes variés, certains de réputation internationale comme John Levee (1924-2017) à Château-Chinon¹¹ (Nièvre) ou Gottfried Honegger (1917-2016) au lycée Claudie-Haigneré de Blanzay¹² (Saône-et-Loire). Certains ont installé plusieurs œuvres dans les lycées, à l'instar des sculpteurs Maxime Descombin¹³ (1909-2003), Jean-Bernard Métais¹⁴ (né en 1954) ou Robert Rigot¹⁵ (né en 1929). Sur l'ensemble des 145 artistes identifiés et retenus pour plus de trois commandes, 15 (10 %) ont fourni 20 % des œuvres¹⁶.
- 15 L'installation des œuvres dans l'ensemble des établissements du secondaire s'est échelonnée de 1954 à 2016. La plus ancienne est une statue en calcaire de Pierre Honoré (1908-1996) datant de 1954, exposée dans le lycée Anna-Judic de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or) [fig. 2].

Figure 2

Les Vertus féminines, Pierre Honoré, 1954, installée dans le lycée Anna-Judic, Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), 2008.

© Mathis Marianne (Conseil régional de Bourgogne, Inventaire général).

- 16 L'année 1998 clôt la période des commandes dans les lycées, avec les trois œuvres pour les lycées Lamartine de Mâcon¹⁷ (Saône-et-Loire), Jean-Marc Boivin de Chevigny-Saint-

Sauveur¹⁸ (Côte-d'Or) et pour le lycée agricole de Fontaines¹⁹ (Saône-et-Loire). Une majorité relative des commandes (39 %) se concentre dans les années 1960-1970, période où la démographie et les lois sur l'allongement de la scolarité obligatoire multiplient les constructions scolaires²⁰ ; dans les collèges, les commandes se poursuivent jusqu'aux années 2010²¹. Le patrimoine des lycées apparaît donc comme un corpus artistique clos.

Les processus de valorisation

- 17 Après ces inventaires, la DAAC a choisi de valoriser ces commandes pour en faire un patrimoine de proximité pour les élèves. Ce processus inclut différents outils, acteurs et temporalités sur lesquels nous nous proposons ici de revenir.

Des processus d'impulsion nationaux : les JEP

- 18 La dimension patrimoniale des œuvres a d'emblée été choisie pour mettre ces œuvres en valeur. La DAAC a sollicité les établissements pour qu'ils mettent en place des projets pédagogiques d'EAC lors des « Journées du 1 % artistique » à la fin du mois de septembre. Précédant les Journées européennes du patrimoine (JEP) de 2014 à 2018, cette manifestation a permis d'offrir une visibilité à ces œuvres à la fois *ad intra* de la communauté éducative, mais également *ad extra*, faisant des établissements scolaires ouverts pour l'occasion des lieux de découverte de l'art contemporain. Si les parents d'élèves ont eu à cette occasion la possibilité de découvrir l'établissement de leurs enfants, les élèves de primaire et les collégiens futurs lycéens ont pu bénéficier de visites apportant un regard artistique sur leur nouvel établissement. La médiation artistique et culturelle a été à plusieurs reprises assurée par les élèves de l'établissement, les amenant ainsi à porter un regard nouveau sur leur lieu d'étude. La fréquentation lors de ces journées a été variable, entre 100 et 900 personnes. Mais force est de constater que l'ouverture à un public scolaire, pourtant mise en avant dans la presse locale, n'a pas donné lieu à des visites lors du week-end des Journées du patrimoine. En 2018, un chef d'établissement a souligné dans son bilan, non sans humour, qu'il ne pouvait pas dire qu'il n'y avait pas un chat, puisque l'animal en question fut le seul visiteur de l'établissement !
- 19 Le report au printemps des « Journées du 1 % » à partir de 2018 ouvrait des perspectives d'organisation de projets plus sereines et favorables à une plus grande mobilisation des équipes éducatives, parce que plus éloignées du mois de la rentrée scolaire, période au rythme dense dans les établissements. Cependant, en perdant la visibilité des JEP ainsi que les utilisations pédagogiques stimulantes d'accueil dans l'établissement lors du mois de rentrée, les « Journées du 1 % » ont plus difficilement mobilisé les acteurs des projets EAC – chefs d'établissement et enseignants. En quelque sorte, l'abandon d'une temporalité éducative commune à tous les établissements a certes établi plus de souplesse mais en même temps, a amoindri les possibilités de faire émerger une prise de conscience collective de l'existence de ce patrimoine.

Des processus et outils de valorisation académique

- 20 Pour autant, la question de la temporalité de la valorisation a parallèlement donné lieu au développement d'outils impulsant des projets patrimoniaux de redécouverte de ces œuvres décoratives.

Le site du 1 % artistique

- 21 Comme le ministère de la Culture, qui avait créé en 2008 un site dédié au 1 % avec un logo identifiable, Éric Gady, délégué académique à l'Action artistique et culturelle, a lancé en 2017 un projet de mise en ligne des données recueillies sur les œuvres du 1 % de l'ensemble des établissements du second degré de l'académie. Conçu par la DSI (direction des Systèmes d'information), la plateforme mise en ligne en 2019 a une double vocation patrimoniale et pédagogique²². Elle recense toutes les œuvres connues, y compris les œuvres détruites, en s'appuyant sur le partage des données du service Inventaire et Patrimoine du conseil régional complétées par les données recueillies par la DAAC. Pratiquement, elle procède comme un moteur de recherche multicritères (nom de l'artiste, type de l'œuvre, matériaux, année, établissement) avec une carte de géolocalisation. Chaque œuvre est présentée dans ses grandes caractéristiques artistiques mais aussi à travers les projets d'EAC réalisés sur, par et pour elle. Des coupures de presse locale évoquant l'histoire de l'œuvre ou les projets pédagogiques complètent la page de présentation de chaque 1 %. L'originalité de cet outil de valorisation a donné lieu à son référencement comme ressource pédagogique nationale sur le site Eduscol²³.

Stimuler la valorisation du 1 %

- 22 La plateforme académique précédemment évoquée a pour but de faire connaître les œuvres et de valoriser les projets qu'elles permettent. C'est suivant ces deux axes que la DAAC a développé une série d'initiatives de formation et de valorisation pédagogique.
- 23 Dans le cadre du plan académique de formation (PAF), un ensemble de formations sur les œuvres du 1 % a été proposé à la fois à des enseignants en formation continue mais également à des étudiants de l'université de Bourgogne, comme en mars 2018²⁴ dans le cadre du campus de Dijon, lui-même riche en œuvres du 1 %. L'objectif était de connaître l'existence de ce patrimoine, dans un lieu où il est rendu visible, mais aussi de proposer des pistes de valorisation des œuvres. D'autres formations, comme les rencontres des référents culture²⁵, ne traitant pas directement du 1 %, ont aussi donné lieu à une présentation moins formelle de ce patrimoine. À l'échelle nationale, les enseignants bénéficient de ressources sur le site de l'organisme de formation Canopé et sur le site d'accompagnement à la mise en œuvre des programmes et pratiques pédagogiques Eduscol²⁶.
- 24 La mise en valeur de ce patrimoine se double de propositions encadrant et stimulant les projets pédagogiques. Pour les services académiques, il s'agit de proposer des cadres pédagogiques dans lesquels peuvent se déployer ces projets. Il peut s'agir d'appels à projets comme « La Classe l'œuvre » lors de la Nuit des musées, ou de l'appel à projet régional « Patrimoine en Bourgogne » cofinancé par la Drac et le rectorat. Mais dans ce cadre et après plusieurs années d'appels à candidatures, aucun établissement n'a su proposer une vision considérant le 1 % comme un patrimoine de proximité. À la rentrée

2019, le rectorat de Dijon a choisi de lancer également un concours de cartels pour stimuler les projets autour des œuvres du 1 %. Il s'agissait de concourir pour réaliser un cartel ou pour le mettre en place, étape nécessairement précédée d'une connaissance de l'œuvre, voire d'une rencontre avec l'artiste ou un professionnel. Les circonstances particulières du déroulement de l'année 2019-2020 n'ont pas permis la réalisation de ce concours, reporté au printemps 2021.

- 25 Le pilotage académique de la valorisation des œuvres du 1 % a donc évolué depuis 2014, proposant d'abord une temporalité de valorisation commune, puis développant toute une série d'outils et de cadres pédagogiques (appel à projet, concours) pour stimuler l'appropriation de ces œuvres comme des œuvres d'art *in se*. Nous souhaiterions toutefois observer, à partir de quelques exemples précis, les processus d'appropriation-valorisation des œuvres dans une approche praxéologique.

Enjeux locaux de la valorisation : la construction de la communauté éducative ?

- 26 À l'échelle des établissements, quel regard est porté sur les œuvres du 1 % et quelle valorisation en est faite ? Si les politiques éducatives mises en place cherchent à concilier, notamment dans l'EAC, l'éducation sur, par et pour le patrimoine, qu'en est-il sur « le terrain » de l'éducation ?

Des visites pilotées : l'ouverture de la communauté éducative

- 27 La majorité des projets qui valorisent ces œuvres relèvent d'une approche artistique et culturelle comme lors des « Journées du 1 % ». L'œuvre est présentée *in situ* et l'analyse conduit à en étudier les différentes composantes (type d'œuvre, matériaux, forme, symbolique...) ainsi qu'à retracer l'itinéraire historique et artistique de son auteur. Cette première phase commune à toutes les démarches pédagogiques relève bien d'une valorisation de l'œuvre aux yeux des élèves. Celle-ci devient une forme artistique apparente et non plus inaperçue dans le cadre de l'établissement. L'approche artistique est souvent peu ancrée dans une étude architecturale, et elle place d'emblée l'œuvre dans une fonction ornementale muséifiée. L'œuvre est étudiée *in se* et non *in situ*, l'étude relevant de l'éducation « sur » une certaine vision du patrimoine.
- 28 C'est dans ce cadre qu'ont été menées les principales actions de valorisation des œuvres lors de l'ouverture des Journées européennes du patrimoine. Lors de l'édition 2015, parmi les quatre lycées participants, le lycée Léon-Blum du Creusot (Saône-et-Loire) proposa des découvertes des sites Lavoisier et Jaurès où étaient installées les œuvres décrites ainsi dans le dossier de presse rédigé à cette occasion :

Une grande mosaïque non figurative en pâte de verre peinte par Pierre Leygonie et fabriquée dans l'atelier Petizon orne la façade du lycée ainsi qu'une partie du hall d'entrée. Le peintre Antoine de Bary, dans les années 70-80, dota l'établissement d'une dizaine de reliefs peints à l'huile, de sculptures en matériaux de récupération et de 14 huiles sur bois.

Jacques Perreaut, de son côté en 1981, installa dans la cour des ateliers une sculpture de ronde-bosse en béton creux avec 6 plaques de métal sur un socle en béton.

Fabienne Perreaut-Darbois, réalisa l'année suivante dans la cage d'escalier de ces mêmes ateliers une architecture décorative du plus bel effet. Quant au site Lavoisier

du même lycée, il présente un carrelage mural en céramique, intitulé *L'Été*, composé d'environ un millier de plaques de lave de Volvic émaillée représentant deux nageurs ou plongeurs et conçues par le peintre Édouard Pignon²⁷.

- 29 On observe bien ici la rareté des indications architecturales incluant l'œuvre dans un patrimoine d'ensemble qui formerait le site du lycée. Toutefois, le travail de valorisation des œuvres auprès des établissements, qui parfois ignoraient en posséder, a permis d'approfondir ce travail, en impliquant davantage de membres de la communauté éducative. Dans ces semaines devenues « Journées du 1 % », la médiation artistique a été de moins en moins conduite par les personnels de direction et de plus en plus par des groupes d'élèves ayant travaillé avec leurs professeurs. Si l'ouverture des établissements n'a pas porté les fruits attendus, une esquisse de communauté éducative partageant un même centre d'intérêt artistique a pu cependant s'ébaucher. Mais cette évolution ne s'inscrit pas encore dans un temps suffisamment long pour en tirer plus d'enseignements sur l'appropriation de ce patrimoine.

Des travaux de retour sur l'histoire de l'établissement : l'enracinement de la communauté éducative

- 30 Parallèlement à ces temps balisés par l'institution, des professeurs ont choisi d'avancer davantage dans la démarche d'EAC et dans le lien avec les œuvres du 1 % de leur établissement, créant des outils de médiation.
- 31 Le lycée professionnel Les Marcs d'Or de Dijon possédait une œuvre du sculpteur Lucio del Pozzo (né en 1933) intitulée *Pyramide*²⁸. En 1975, l'artiste fait ériger dans ce lycée professionnel du bâtiment et des travaux publics une « pyramide ». Plus précisément, il s'agit d'une sculpture en acier inoxydable peint avec rehauts de feuille d'or figurant une demi-pyramide de section carrée. Installée sur un parterre visible, elle a été déplacée une première fois sur le site principal du lycée. Endommagée par les intempéries, l'œuvre a été jugée dangereuse et déposée en 1984 par le service de l'architecture de la Ville de Dijon. L'enlèvement de ce 1 % ne l'a pourtant pas fait oublier. Ainsi, Didier Bontemps, professeur d'arts appliqués, est parti à la recherche d'informations concernant les œuvres, présentes et disparues de ce lycée labellisé « Excellence Métiers d'art ». L'établissement a en effet été doté entre 1960 et 1972 de quatre œuvres d'art réalisées par trois artistes différents ; seules deux d'entre elles sont encore en place. La valorisation de ces œuvres a été faite par une élégante plaquette de seize pages richement illustrées et à la mise en page soignée qui retrace l'histoire de la construction de l'établissement et présente les œuvres constituant le patrimoine artistique du lycée²⁹. Ce type d'outil de valorisation, par une production écrite joignant à la fois l'approche artistique, rarement patrimoniale, et l'approche pédagogique, est devenu le mode de valorisation le plus fréquent³⁰. Il donne une visibilité aux œuvres, qui sont mises en valeur en tant qu'œuvres d'art, les arrachant à une certaine indifférence ou du moins, changeant un regard qui les percevrait comme un élément décoratif quelconque. Néanmoins, ce type d'initiative montre bien que les projets liés au 1 % d'une éducation « sur » peuvent aboutir à une éducation « par » le patrimoine.

Un exemple atypique ou un modèle : le 1 % élément fédérateur de l'identité d'une communauté éducative

- 32 Une éducation « pour le patrimoine » suscitant la mobilisation de la communauté éducative, prenant conscience de l'ancrage territorial et identitaire dans lequel elle vit au quotidien est-elle une gageure ? Le 1 % ne peut-il rester qu'un élément anodin dans le cadre spatial d'un établissement ? N'est-ce pas utopique d'y voir un possible symbole qui rassemble et représente (*sumbolon*) la communauté éducative ?

Figure 3

Le *Minotaure* réalisé par Arturo Carmassi en 1985, lycée Jacques-Amyot-Auxerre (Yonne), 2020.

© Joris Joannes.

- 33 Le lycée général Jacques-Amyot-Auxerre (Yonne) a semble-t-il relevé cette démarche *a priori* utopique³¹. L'œuvre du 1 % du lycée a été réalisée par Arturo Carmassi (1925-2015) en 1985 [fig. 3]. Il s'agit d'une sculpture en fonte coulée en trois éléments assemblés, de 6 m de hauteur et 1,6 m de large. Elle repose sur un large socle en béton rectangulaire qui la rehausse de 2,30 m. Dessinant la silhouette du Minotaure, le projet initial ne comprenait pas de socle mais prévoyait l'installation de l'œuvre sur un tertre de verdure auquel on accèderait par une sorte de labyrinthe dessiné au sol grâce à des matériaux de couleur. Fortement corrodée par la rouille, l'œuvre faisait pour les élèves et le personnel partie du décor jusqu'à ce que Joris Joannes, technicien de laboratoire, s'y intéresse. Comme pour la pyramide du lycée Les Marcs d'Or, l'impulsion de la valorisation est venue d'un membre du personnel dont le regard sur son cadre de travail a évolué. Ce qui militerait pour une prise en compte des œuvres au 1 % dans la formation initiale des personnels de l'Éducation nationale, notamment des chefs d'établissement et des enseignants.

- 34 Arrivé en 2002 dans l'établissement, Joris Joannes considère peu à peu cette œuvre dans sa dimension patrimoniale et artistique, grâce à des recherches sur le site du patrimoine du conseil régional³², puis la découverte d'une réplique en bronze de petit format du 1 % dénichée dans un vide-greniers et mentionnant la fonderie auxerroise à l'origine de la pièce. Après une enquête locale, notamment auprès de l'ancien ministre et maire d'Auxerre Jean-Pierre Soisson, M. Joannes fait le voyage en Italie en 2015, rencontrant la veuve du sculpteur qui l'initie à l'histoire de l'œuvre. C'est à partir de ces matériaux que tout un processus de valorisation de l'œuvre va se déployer, sans plan initial, mais en suivant deux axes.
- 35 En 2015-2016, des élèves de première réalisent une présentation de l'œuvre pour le site internet du lycée, guidés par leur professeur Véronique Poinot. Puis, en 2018, un « club Minotaure » fondé par Joris Joannes rassemble des élèves curieux et motivés pour connaître et valoriser la sculpture. D'octobre 2018 à mars 2019, ces élèves ont créé un modèle de statuette [fig. 4] inspirée par celle trouvée dans le vide-greniers, qui avait été distribuée aux personnes présentes lors de l'inauguration de l'œuvre en 1985.

Figure 4

Statuette du *Minotaure* d'Arturo Carmassi, H. 15 x l. 9 x P. 3 cm, créée par les élèves du « club Minotaure » d'octobre 2018 à mars 2019.

© Joris Joannes.

- 36 Le 29 mars 2019, une nouvelle statuette est fondue sous les yeux des élèves du « club Minotaure », comme un futur trophée ou une récompense attribuable. Cette fonte s'est doublée plus récemment d'un cartel [fig. 5] présentant l'œuvre au visiteur, reprenant les étapes du mythe minoen par des vignettes gravées. Cette plaque a été inaugurée le 12 avril 2019.

Figure 5

Cartel du *Minotaure* d'Arturo Carmassi, L. 40 x l. 34 x P. 3 cm, plaque inaugurée en avril 2019.

© Joris Joannes.

- 37 « De simple objet du lycée, [la statue] s'est transformée, personnalisée, elle est devenue le Minotaure » souligne Joris Joannes. De plus, la valorisation artistique et culturelle s'accompagne d'une réutilisation symbolique de l'œuvre pour l'ensemble de la communauté éducative de « Jacam³³ ». Le *Minotaure* figure dès lors comme logo de l'établissement, mais aussi sur des pin's, porte-clés [fig. 6] et sweat-shirts vendus par le conseil de la vie lycéenne (CVL) pour financer les sorties et activités scolaires. Cette large utilisation de l'œuvre du 1 % permet ainsi de signifier une forme d'identité de la communauté éducative enracinée dans son cadre de travail, d'étude et de vie.

Figure 6

Porte-clés à l'image du *Minotaure* d'Arturo Carmassi vendus par le conseil de la vie lycéenne du lycée Jacques-Amyot-Auxerre.

© Joris Joannes.

Figure 7

Logo de « Jacam », site internet du lycée <http://lyc89-amyot.ac-dijon.fr> [lien valide en juin 2021].

© lycée Jacques-Amyot-Auxerre.

Conclusion

- 38 Dans sa circulaire du 1^{er} juin 1951, Jacques Jaujard, directeur général des Arts et des Lettres (DGAL) voyait dans le programme du 1 % l'opportunité d'éduquer la jeunesse française par « un contact direct et permanent avec les œuvres d'art ». La présence artistique affirmée dès 1979 par Serge Lemoine dans les établissements scolaires est le fruit d'un processus de commandes publiques passées de 1954 à 1998³⁴. Percevoir ces commandes décoratives comme un véritable patrimoine scolaire nécessite une volonté de valorisation de l'ensemble des acteurs de l'Éducation nationale. Ceux-ci sont multiples et ont des motivations aux finalités variables. À l'échelle du ministère et des rectorats, l'éducation artistique et culturelle constitue la finalité pédagogique principale. Mais celle-ci doit reposer à l'échelle locale sur un volet culturel des projets d'établissement où les œuvres du 1 % n'apparaissent pas. De fait, si les chefs d'établissement et les enseignants proposent bien des projets artistiques et culturels à partir de ces œuvres, le potentiel pédagogique de ce patrimoine de proximité n'est que peu développé.
- 39 Faute de temps, et sans doute aussi d'une lisibilité suffisante des enjeux éducatifs de l'EAC, les œuvres du 1 % des lycées sont peu exploitées dans des projets pédagogiques. Leur valorisation demeure restreinte et révèle un regard distancié sur ces œuvres. Bien souvent méconnues, le travail académique et interministériel d'impulsion d'une valorisation peine à faire prendre conscience de la présence de ces œuvres et de leur caractère patrimonial. Les rares projets soulignent qu'un important travail pour faire

connaître ces œuvres auprès des enseignants et des personnels de direction d'établissement est nécessaire pour mettre en place des projets concrets. Une seconde étape consisterait à faire advenir une éducation « pour » le patrimoine dans laquelle ce patrimoine de proximité porterait pour finalité à la fois une éducation artistique et culturelle dans le parcours éponyme (PEAC) et une éducation à la citoyenneté (parcours citoyen). Reconnaître ce double enjeu, civique et artistique, dans la valorisation des œuvres du 1 %, permettrait de développer une éducation « pour » le patrimoine participant à la construction d'une communauté éducative. Le 1 % signifiant l'identité de l'établissement, comme un lieu chargé d'une histoire, symboliserait plus largement un lieu de vivre ensemble.

- 40 La valorisation des œuvres des lycées est donc riche d'enjeux. L'appropriation de leur espace vécu à travers la présence de ces œuvres offre aux élèves l'opportunité de ne plus voir uniquement leur lycée comme le lieu d'apprentissage de pratiques artistiques mais comme un véritable lieu culturel. Dans cet objectif, l'enjeu de l'inclusion architecturale de l'œuvre dans l'approche pédagogique reste un horizon nécessaire. La ponctuation spatiale que représente l'œuvre du 1 % dans le paysage de l'établissement deviendrait ainsi signifiante en rassemblant et représentant la communauté éducative vivant et œuvrant sur ce territoire. Ce qui est le sens de l'EAC, sens proposé conjointement par les ministres de l'Éducation nationale et de la Culture comme « mettant les arts et la culture au cœur de la vie des enfants, et au cœur de la vie des territoires³⁵ ».

NOTES

1. BARTHES Angela, « Éducation au patrimoine », in BARTHES Angela, LANGE Jean-Marc & TUTIAUX-GUILLON Nicole (dir.), *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »*, Paris, L'Harmattan, 2017, Introduction.
2. Celle-ci est à la fois faite de l'image qui est attribuée à l'établissement (identité dite hétérodéfinie) et de la culture propre définie par l'établissement (identité autodéfinie), voir DRAELANTS Hugues & DUMAY Xavier, « Identités, cultures et images d'établissements scolaires. Un cadre théorique d'interprétation », *Les Cahiers de recherche en Éducation et Formation*, Groupe interfacultaire de recherche sur les systèmes d'éducation et de formation (Girsef), n° 48, 2005, p. 16, [en ligne] <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00573175/document> [lien valide en juin 2021].
3. Voir le rapport de l'Inspection générale, *L'Évaluation de la politique d'éducation artistique et culturelle : quelles modalités, quels indicateurs ?* rapport IGEN-IGAENR n° 2017-059, août 2017, disponible en ligne via <https://www.education.gouv.fr/l-evaluation-de-la-politique-d-education-artistique-et-culturelle-queles-modalites-queles-3041> [lien valide en juin 2021].
4. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr> [lien valide en juin 2021].
5. Délégation académique à l'Action artistique et culturelle chargée de la mise en œuvre de l'EAC dans l'ensemble de l'académie.

6. Le terme de « situation » prend ici en compte trois cas de figure : la présence effective d'une œuvre, son absence (dès l'origine ou suite à un événement) et enfin, le fait qu'elle soit méconnue ou oubliée alors que des traces archivistiques laisseraient penser qu'elle a *minima* existé.

7. 183 collèges, 77 lycées dont 17 professionnels et 3 établissements régionaux d'enseignement adaptés (EREA), selon les chiffres de 2016 communiqués par le rectorat de Dijon. Voici ci-joint les chiffres réactualisés de 2019 : <https://www.ac-dijon.fr/chiffres-cles-122825> [lien valide en juin 2021].

8. Contre 53 % dans les collèges (10 œuvres) et aucune œuvre dans les 3 EREA.

9. Il est à noter que 62 signalements d'une potentielle présence d'une œuvre dans les établissements scolaires de l'académie n'ont pas trouvé de réponse, affirmative ou négative, avérée. Le décompte maximum pourrait ainsi être de 251 œuvres.

10. Par comparaison, un certain nombre de collèges n'ont pas été dotés de 1 %, soit parce qu'il n'a pas été « budgétisé », soit parce qu'il y a eu des discussions non abouties lors du processus de décision ; une situation non observée dans les lycées. Peut-être faudrait-il rappeler que pour les investissements, les collèges sont sous la tutelle des départements, les lycées de l'État puis depuis 2004, des régions. De plus, les investissements dans le bâti des lycées sont souvent plus importants que dans les collèges qui ont des locaux plus réduits proportionnellement aux effectifs scolaires accueillis.

Le cas des cités scolaires reste à part : ainsi et à titre d'exemple, les deux cités de Saône-et-Loire, Henri-Vincenot à Louhans et Digoin, dépendent du conseil départemental. Les œuvres du 1 % de la cité de Digoin ne sont manifestement pas affectées au collège plus qu'au lycée, et la construction du réfectoire pour la cité scolaire n'a pas donné lieu à un 1 %.

11. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/db921f06-83b9-434f-97b9-8b3609623225.html> [lien valide en juin 2021].

12. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/11810e52-151e-49c7-8533-d07d2c9aa5a0.html> [lien valide en juin 2021].

13. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/0e6e33af-52fe-4681-8717-a08bf19a2cf9.html> [lien valide en juin 2021] ; voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/ab2c97e4-dec0-4ec1-8323-08125c5adfbe.html> [lien valide en juin 2021] ; voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/aa1b0520-df29-411b-b005-d32317327070.html> [lien valide en juin 2021].

14. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/a3180c6d-c07e-4dbb-9392-43defe0bacc7.html> [lien valide en juin 2021] ; voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/1b2b83d1-1f73-44ba-ad81-e905a4fee0c7.html> [lien valide en juin 2021].

15. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/008202fa-a964-429d-8834-af95fbc6c904.html> [lien valide en juin 2021] ; voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/8b3c5788-183d-4fb6-a95d-2d9a12a250ea.html> [lien valide en juin 2021].

16. Pour une périodisation générale des commandes, voir VIALE Marie-Laure, *Substrat #1, carnet d'un.e chercheur.se*, Saint-Nazaire, Le Grand Café-centre d'art contemporain, 2019, p. 24-35.

17. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/900d27ff-f4c1-46b4-b80a-c152a5f5f823.html> [lien valide en juin 2021].
18. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/f9bd9354-7a50-4667-b2f0-0b786511c87f.html> [lien valide en juin 2021].
19. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/7adee2d9-ca06-489c-9e4d-6bf2c150b9f2.html> [lien valide en juin 2021].
20. L'histoire du foncier scolaire reste assez peu étudiée, mais on peut consulter PROST Antoine, « Jalons pour une histoire de la construction des lycées et collèges de 1960 à 1985 », in CASPARD Pierre, LUC Jean-Noël & SAVOIE Philippe (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes, deux siècles d'histoire*, Lyon, Institut national de recherche pédagogique, 2005, p. 465-468.
21. Les causes conduisant à cette absence de commandes dans les lycées depuis 1998 mériteraient un développement à part (budget de construction non soumis au 1 %, problème de choix des artistes et œuvres, mésentente entre architecte et artistes, refus d'un élu local ou chef d'établissement...).
22. Voir <https://extranet.ac-dijon.fr/unpourcent/index.php?page=accueil> [lien valide en juin 2021].
23. Voir <https://eduscol.education.fr/cid81187/-journées-du-1-artistique-dans-les-ecoles-et-les-etablissements-scolaires.html> [lien valide en juin 2021].
24. Voir <http://artsculture.ac-dijon.fr/spip.php?article1445> [lien valide en juin 2021].
25. Les référents culture ont pour mission de contribuer à la mise en œuvre et à l'actualisation du volet culturel du projet d'établissement, mais aussi d'assurer un relais dans chaque établissement des propositions culturelles et artistiques locales, ainsi que des évolutions de l'EAC.
26. Le site de Canopé propose une formation à distance via le dispositif M@gistère depuis le 24 janvier 2020 : voir <https://www.reseau-canope.fr/notice/construire-un-projet-deducation-artistique-et-culturelle-a-partir-dune-oeuvre-issue-du-1-artistique.html> [lien valide en juin 2021]. Le site Eduscol propose des fiches d'orientation sur les « Journées du 1 % » notamment : voir <https://eduscol.education.fr/cid81187/journées-du-1-artistique.html> [lien valide en juin 2021].
27. Extrait du dossier de presse envoyé pour les Journées européennes du patrimoine des 20 et 21 septembre 2015, par la Daac de Dijon. Une brochure tirée à 5 000 exemplaires détaillait l'ensemble des œuvres proposées au regard des visiteurs.
28. Voir Patrimoine en Bourgogne-Franche-Comté - Accès aux dossiers d'inventaire [lien valide en juin 2021].
29. Pour resituer ce type de valorisation dans l'ensemble des mises au jour des œuvres du 1 %, voir CAPOU Guillaume, « Le 1 % dans les établissements du second degré de Dijon : une prise de conscience patrimoniale par la communauté éducative ? », *Ce que l'art fait à l'école. La politique publique d'insertion d'œuvres plastiques dans les établissements scolaires et universitaires. 1880-2020* », communications issues du colloque organisé par le Centre Georges Chevrier-UMR CNRS (Dijon, université de Bourgogne, 10 octobre-11 octobre 2019), Dijon, 2019, [en ligne] <https://lir3s.u-bourgogne.fr/phonotheque/c-1462> [lien valide en juin 2021].
30. Voir par exemple le site de l'académie d'Amiens <https://www.ac-amiens.fr/2020-outil-de-valorisation-dans-le-cadre-du-1-artistique-et-de.html> [lien valide en juin 2021].
31. Voir l'article publié dans sur le site de la Daac de Dijon, <http://artsculture.ac-dijon.fr/spip.php?article1723> [lien valide en juin 2021]. Nous tenons à remercier M. Joannes pour les entretiens et les photographies qu'il nous a accordés.

32. Voir <http://patrimoine.bourgognefranchecomte.fr/connaitre-le-patrimoine/les-ressources-documentaires/acces-aux-dossiers-dinventaire/etude/3fd654d0-458b-4f35-a1ee-f18a3b9bc71e.html> [lien valide en juin 2021].

33. Lycée Jacques-Amyot-Auxerre.

34. « L'art contemporain est aujourd'hui partout présent en Bourgogne. [...] grâce à l'effort de l'État, dans des endroits publics fréquentés quotidiennement et par la fraction la plus intéressante de la population : les établissements scolaires », in LEMOINE Serge, *L'Art contemporain en Bourgogne dans les établissements d'enseignement*, Dijon, CRDP de l'académie de Dijon, 1979.

35. Éditorial de la feuille de route interministérielle 2020-2021, *Réussir le 100 %. Éducation artistique et culturelle*, disponible en ligne <https://www.education.gouv.fr/sites/default/files/2020-03/eac---feuille-de-route-2020-2021-51716.pdf> [lien valide en juin 2021].

RÉSUMÉS

Les lycées de Bourgogne possèdent un riche ensemble de 89 œuvres acquises par la procédure du 1 % artistique ou 1 % culturel. Pour autant, ces œuvres sont peu connues des personnels et des élèves qui passent chaque jour devant ce patrimoine de proximité. Reconnaître ces œuvres et les intégrer dans des projets éducatifs est tout l'enjeu de leur valorisation.

Cet article propose une analyse du processus de valorisation et de ses enjeux. Il s'agit dans un premier temps de revenir sur la connaissance de ces œuvres par les acteurs de l'éducation puis d'observer les outils développés et les échelles mobilisées par la valorisation de ce patrimoine. Enfin, quelques exemples plus précis permettront de voir les processus et enjeux locaux de cette valorisation.

Ces enjeux relèvent du développement d'une éducation artistique et culturelle, mais ils interrogent également le regard porté sur les établissements scolaires que sont les lycées. En effet, au cœur de la valorisation pédagogique des œuvres du 1 %, il y a le questionnement d'une identité de la communauté éducative, objet institutionnel difficilement saisissable et pour laquelle le 1 % peut être porteur de sens.

The high schools of the Burgundy region possess a rich collection of 89 works acquired through the procedure of France's legal provision called "1% artistique" (1% for Art) or "1% culturel" (1% for Culture). However, these works are little known to the staff and the students who walk past this local heritage every day. Acknowledging these works and integrating them into educational projects is the very challenge of their heritage enhancement.

This article provides an analysis of the process of heritage enhancement and its issues. First, this will highlight the knowledge of these works by the actors in education, then, it will examine the tools developed and the scales involved in the enhancement of this heritage. Finally, a couple of more precise examples will allow us to review the processes and local issues of this heritage enhancement.

These issues are related to artistic and cultural education development, but they also question the perception of educational institutions, namely the high schools. Indeed, at the core of the pedagogical enhancement of the works of the 1% for Art lies the challenge of an educational community identity, an elusive institutional object, and for which the 1% for Art could be meaningful.

INDEX

Mots-clés : lycées, Bourgogne, éducation artistique et culturelle, patrimoine scolaire, 1 % artistique, valorisation

Keywords : lycées, Burgundy region, artistic and cultural education, upper secondary schools, high schools, school heritage, 1% for Art, enhancement

AUTEUR

GUILLAUME CAPOU

Agrégé d'histoire, enseignant en CPGE, chargé de mission académique pour le Patrimoine (2015-2020), académie de Dijon
guillaume.capou@ac-dijon.fr